



L'essentiel du Bulletin d'information n° 893 novembre 2025

Ce document fait une synthèse du dernier Bulletin d'information de l'OCBF et en reprend le sommaire.

Les articles de ce Bulletin sont disponibles en texte intégral sur www.ocbf.com.

Droit bancaire

Pratiques commerciales trompeuses : une amende transactionnelle de 2 500 000 euros a été prononcée par la CCRF (Concurrence, Consommation et Répression des Fraudes) pour des **commissions d'intervention injustifiées**, alors même qu'aucune irrégularité de fonctionnement de compte n'était constatée.

Regroupement de crédits : la DGCCRF publie son enquête et constate plusieurs manquements parmi lesquels **l'ajout d'une ligne de trésorerie** dans ces regroupements.

Accessibilité : précisions de la DGCCRF et mise en place de la plateforme concernant les déclarations de non-conformité ou l'invocation d'une exemption.

Marchés financiers

Projet de loi DDADUE : le projet de loi transpose la directive MIF 2 révisée et renvoie à des ordonnances pour la transposition du Listing Act et des textes relatifs aux FIA et aux OPCVM.

Panorama de jurisprudence

Prêts libellés en francs suisses et remboursables en euro : la Cour de cassation rappelle que la nullité du contrat entraîne son **effacement rétroactif** et impose des **restitutions intégrales**, tout en précisant que **le juge doit déduire de la somme à restituer par la banque les dommages-intérêts déjà versés au pénal lorsque ceux-ci présentent le même effet restitutoire que l'annulation du contrat**, de sorte que seule la différence demeure due aux emprunteurs (Cass. civ. (1ère ch.) 5 novembre 2025 (2 arrêts)).

Devoir de vigilance du banquier : le banquier, tenu à une **obligation de non-ingérence** dans les affaires de son client, ne doit l'alerter qu'en **présence d'ordres de paiement présentant des anomalies apparentes** détectables par un professionnel normalement **diligent**, sans **s'immiscer** dans l'opportunité des opérations financées (Cass. com. 1er octobre 2025).

Cautionnement : pour l'appréciation de la **disproportion manifeste du cautionnement**, au sens de l'article L. 341-4 du code de la consommation, dans sa rédaction applicable au litige, le **capital déposé sur un « fonds capitalisation retraite »** doit être pris en compte, quand bien même il ne serait pas immédiatement disponible (Cass. com. 5 novembre 2025).

Cautionnement : il résulte de l'article 1415 du code civil que lorsque les **cautionnements d'époux communs en biens ont été recueillis au sein du même acte pour garantir la même dette, ce n'est que si l'un des cautionnements est annulé que la seule signature au pied de cet engagement ne vaut pas consentement exprès au cautionnement de l'autre conjoint, emportant engagement des biens communs** (Cass. com. 5 novembre 2025).

Supervision prudentielle

Exigences de fonds propres pour 2026 : maintien d'exigences stables par la BCE

Cadre prudentiel relatif au risque de marché : la Commission européenne a lancé une consultation ciblée sur la révision fondamentale du portefeuille de négociation (FRTB)

Vos interlocuteurs :

Droit des affaires, réglementation bancaire, jurisprudence affaires et bancaire - [Eva Ruimy](#)

Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, corruption, protection des données personnelles, services de paiement - [Arnaud Kerael](#)

Marchés financiers, distribution d'assurances, finance durable - [Ludivine Polère](#)

Affaires fiscales, comptables, prudentielles, contrôles permanents et périodiques - [Christian Meyer](#)

Droit des sociétés - [Eva Ruimy](#)

Social - [Anne-Sophie Lapotre](#)

Veille documentaire - [Anne-Sophie Lapotre](#), [Emmanuelle Colson](#) et [Aurélie Duchemin](#)



L'essentiel du Bulletin d'information n° 893 novembre 2025

Résilience des banques de l'UE face aux risques géopolitiques : le parlement européen publie une analyse de la situation
Pilier 3 et cadres de reporting de surveillance : l'EBA met à jour des outils de cartographie et de signalisation

Fiscal

Pacte Dutreil : une salve de critiques de la Cour des comptes.
Paquet TVA VIDA : les axes de la réforme de la TVA à l'ère du numérique dévoilés.
Cession de l'usufruit temporaire des parts d'une SCI : précisions de la cour administrative d'appel de Paris sur le régime d'imposition.
Report en avant des déficits : le Conseil d'Etat précise l'ordre d'imputation des déficits et les pouvoirs de contrôle de l'administration.

Corruption

Coopération internationale : le GRECO publie les résultats de sa 101^{ème} réunion plénière.
France : le Gouvernement présente son plan national pluriannuel de lutte contre la corruption pour la période 2025-2029.

Cryptoactifs

Fraude : la Banque de France et l'ACPR mettent en garde le public contre un risque de fraude et d'usurpation de l'identité de leurs agents visant à récupérer des données financières personnelles sur des investissements en crypto-actifs.

Services et instruments de paiement

Euro numérique : la BCE publie son rapport final sur la phase préparatoire du projet.
Paiements en espèces : deux propositions de loi, dont une proposition de loi constitutionnelle, visant à garantir l'accès aux moyens de paiement en espèce sur l'ensemble du territoire hexagonal et ultramarin ont été déposées à l'Assemblée nationale les 28 et 31 octobre 2025.

Économie numérique, informatique et libertés

Paquet « Digital Omnibus » : la Commission européenne présente son projet de simplification de la réglementation numérique de l'UE.
RGPD : après le Parlement européen le mois dernier, le Conseil de l'UE adopte la proposition de règlement de la Commission européenne visant à renforcer son application transfrontalière.
DORA : les Autorités européennes de supervision publient la liste des prestataires tiers critiques de services TIC.
DPO : la CNIL publie les résultats de son enquête 2025.

Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme

Recouvrement des avoirs : le GAFI adopte de nouvelles lignes directrices pour renforcer leur recouvrement à l'échelle mondiale.
« Paquet AML6 » : l'EBA répond à l'appel à contribution de la Commission européenne sur les quatre premiers textes de niveaux 2.
Commission des sanctions : l'ACPR a prononcé, le 7 novembre 2025, un blâme et une sanction pécuniaire de 250 000 euros à l'encontre d'une banque en raison de défauts constatés dans la connaissance de ses clients, de DS tardives ainsi que du caractère lacunaire de son dispositif de contrôle interne de LCB-FT.
Fichier national des IBAN douteux : la loi « visant à renforcer la lutte contre la fraude bancaire » a été publiée au Journal Officiel le 7 novembre 2025.

Social

Retraite : un ensemble de mesures européennes pour développer les régimes de retraite complémentaire
Convention collective nationale de la banque : une version actualisée vient d'être publiée
Télétravail : si celui-ci est préconisé par la médecine du travail, l'employeur ne peut refuser de le mettre en place (Cass. soc. 13 novembre 2025)

Pour vous abonner au Bulletin d'information, renvoyez-nous ce formulaire : [cliquer ici](#)



Sommaire du Bulletin d'information n° 893 novembre 2025

Droit général français et européen		
Grandes réformes	5	
- Droit européen		
- Droit pénal		
Droit des affaires	8	
Droit bancaire	9	
- Compte		
- Crédit		
- Protection des clients		
- Recouvrement des créances et voies d'exécution		
Panorama de jurisprudence		
Droit bancaire, Droit des affaires	13	
- Concurrence		
- Crédit : prêts Helvet Immo : validité de l'engagement, nullité contractuelle et effets restitutoires- rétractation des crédits à la consommation et information sur le taux d'intérêt de retard.		
- Droit civil : réticence dolosive vis-à-vis d'un professionnel : l'erreur demeure excusable		
- Droit international privé : Bruxelles I bis : conséquences du retrait du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne		
- Procédure : droit à la preuve : le rapport d'un détective privé n'est pas un mode de preuve déloyal		
- Procédures collectives : précision inédite : la déclaration de créance d'un codébiteur solidaire ne produit pas automatiquement effet pour l'autre.		
- Protection des clients : devoir de vigilance du banquier et responsabilité civile : application du régime général du code civil et devoir de non-immixtion		
- Surendettement		
- Sûretés : disproportion du cautionnement : prise en compte des fonds non liquides pour apprécier l'engagement de la caution – disproportion de l'engagement d'un époux commun en biens et validité du consentement exprès au cautionnement		
- Marchés financiers	25	
- Épargne réglementée		
- Gestion d'actifs		
- Infrastructure de marché		
- Marché : DDADUE : projet de loi		
- Médiation		
- Prestataire		
- Protection des investisseurs		
- Sanction, transaction et jurisprudence		
Banque-Assurance	31	
- Distribution d'assurances		
Finance durable	32	
- Finance responsable		
- Finance solidaire		
- Finance verte		
Droit des sociétés		36
- Réglementation		
- Jurisprudence : validité d'une offre de cession de parts sociales exprimée en pourcentage du capital social		
Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme		39
- Réglementation : fraude bancaire : création d'un fichier national des comptes signalés pour risque de fraude		
- Coopération européenne et internationale		
- Sanction financière		
- Sanction et jurisprudence : sanction ACPR : amende de 250 000 euros		
Corruption		45
- Autorité : plan national pluriannuel de lutte contre la corruption : lancement par le Gouvernement		
- Coopération européenne et internationale : GRECO : plénière de novembre 2025		
Économie numérique, informatique et libertés		47
- Économie et finance numérique : « Digital Omnibus » : présentation par la Commission européenne		
- Informatique et libertés		
- Sécurité : DORA : publication de la liste des prestataires tiers critiques de services TIC		
Crypto-actifs		54
- Autorités		
- Protection des investisseurs		
Services et instruments de paiement		56
- Instruments de paiement		
- Monnaie fiduciaire		
- Sanction et jurisprudence		
Fiscal		59
- BIC-IS		
- Droit d'enregistrement		
- Impôt sur le revenu		
- Procédure		
- Taxe sur la valeur ajoutée		
- Sanction et jurisprudence : cession de l'usufruit temporaire des parts d'une SCI : régime d'imposition- IS : le Conseil d'Etat précise l'ordre d'imputation des déficits et les pouvoirs de contrôle de l'administration		
Supervision prudentielle, résolution et réglementation comptable		64
- Autorité		
- Réglementation comptable et audit : IFRS : l'IASB modifie la conversion des informations financières en devises hyperinflationnistes		
- Sanction et jurisprudence		



O C B F

DES COMPÉTENCES PARTAGÉES

Social

71

- **Conditions de travail**
- **Droit du travail**
- **Formation professionnelle**
- **Protection sociale, retraite** : proposition européenne pour développer les régimes de retraite complémentaire
- **Sanction et jurisprudence** : salaires minimaux adéquats dans l'UE : validité de la directive confirmée par la CJUE avec annulation partielle